

Date de mise en ligne le 30 11 2022

**Arrêté n° 322/22/AJ**  
**d'ouvrir un débit de boissons temporaire**  
**3<sup>ème</sup> catégorie**

**Le Maire de la Commune de LONS,**

Vu les articles L 2122.28, L 2212.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L 3334-1 et L 3334-2 du Code du code de la Santé Publique,

Vu les arrêtés préfectoraux,

Vu la demande présentée par l'association LONS BASKET, en date du 17 novembre 2022,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'Association LONS BASKET, représentée par ses co-présidents, Messieurs Lilian HARICHOURY et Bernard VINATIER, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire de 3<sup>ème</sup> catégorie, le samedi 10 décembre 2022, de 17h00 à 23h30, à LONS, salle omnisports au complexe sportif du Moulin, à l'occasion de la présentation des équipes ainsi que d'un match de l'équipe SG1, à charge pour l'Association LONS BASKET de se conformer à tous les prescriptions et règlements concernant les débits de boissons et les mesures sanitaires en période de COVID 19.

Nombre d'autorisations déjà accordées : 1

**ARTICLE 2<sup>ème</sup> :**

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication ou du rejet du recours par l'administration,
- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

**ARTICLE 3<sup>ème</sup> :**

Une ampliation sera adressée à :

- Madame le Procureur des Pyrénées-Atlantiques, pour information,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Ass.LONS BASKET, pour notification,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale
- Monsieur le Chef de la Police Municipale.

FAIT A LONS, le 28/11/2022

Le Maire,

  
**Nicolas PATRIARCHE**